sévère par le conseil du bureau d'hygiène de la Province de Québec, dans un rapport daté du 18 juillet 1893 ;

« II. Que le fait de conserver l'ancien cimetière, sans le relever, serait une source de dépenses inutiles pour la fabrique, vu qu'il faudrait améliorer la surface du terrain, faire réparer et entretenir l'entourage ;

« III. Qu'en outre, la présence dans le sol, d'une manière indéfinie, des corps qui y sont inhumés, n'est pas désirable au point de vue de l'hygiène, le dit cimetière étant situé tout près du presbytère et surtout des étables de Monsieur le curé, lesquelles se trouvent sur le dit cimetière et ne peuvent pas être placées ailleurs.

« IV. Que le 30 août 1893, nous avons choisi et approuvé un terrain pour un nouveau cimetière, dans la paroisse de la Décollation de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte ;

« V. Que le nouveau cimetière est organisé et que les inhumations vont commencer à s'y faire prochainement ;

« En conséquence, nous avons réglé et ordonné et réglons et ordonnons ce qui suit :

« 1^o Le 15 octobre prochain sera le dernier jour auquel on pourra faire des inhumations dans l'ancien cimetière de la paroisse de la Décollation de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte ;

« 2^o Après cette date, les inhumations devront se faire dans le nouveau cimetière que nous avons choisi et approuvé pour la dite paroisse, le 30 août 1893, et tous les corps qui sont actuellement ou qui seront déposés jusqu'au 15 octobre inclusivement, dans l'ancien cimetière, en seront exhumés, transférés et inhumés dans le nouveau cimetière, dès que la fabrique l'aura jugé opportun, après les délais fixés par la loi et lorsque l'autorité civile compétente aura donné à cette fin l'autorisation requise.

« 3^o Les susdites exhumations, translations et inhumations seront faites aux frais de la fabrique de la dite paroisse, autant qu'il sera nécessaire pour les corps des défunts que les parents ne voudront pas se charger de faire exhumer, transférer et inhumer.

« 4^o L'exhumation des corps de l'ancien cimetière étant effectuée, le terrain de ce cimetière deviendra et devra être considéré comme un terrain profane, faisait partie de la terre de la fabrique et destiné aux mêmes fins que l'est actuellement la dite terre.

« Donné à Saint-Germain de Rimouski, sous notre seing et le sceau du Diocèse, le 28^{me} jour du mois de septembre, en l'an de grâce 1894.

(Signé.) † ANDRÉ ALBERT, évêque de Saint-Germain-de-Rimouski.

AUTORISATION DE RELEVER L'ANCIEN CIMETIÈRE DEMANDÉE AU JUGE

Le 30 septembre 1894, les anciens et nouveaux marguilliers, dûment convoqués en assemblée, suivant la loi, ont adopté la résolution suivante :

« Il est résolu qu'une requête soit présentée à un juge de la Cour Supérieure afin d'obtenir la permission de relever l'ancien cimetière, c'est-à-dire exhumer tous les corps qui y auront été déposés jusqu'au 15 octobre prochain inclusivement, les transporter et inhumer dans le nouveau cimetière. M. le curé, le Révérend L. J. Langis, Vicaire-Général et le Marguillier en charge, M. David Boucher, sont autorisés par les présentes résolutions à faire cette demande au juge. »